

# Bordeaux et l'esclavage : un nouveau départ

---

## Colloque L'Outre-mer : regards en archipel

### MISE EN LUMIÈRE D'UNE HISTOIRE ESCAMOTÉE

Le 10 mai 2009, la ville de Bordeaux accueillait la journée nationale de commémoration des mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions. À cette occasion le musée d'Aquitaine inaugurait très officiellement les salles permanentes « Bordeaux, le commerce atlantique et l'esclavage » pendant que la ville entière devenait pour une semaine le lieu d'échanges entre chercheurs, écrivains, artistes, membres d'associations et citoyens venus nombreux.

Bien sûr, il y avait eu des prémices : l'exposition de 1992 (du 3 février au 15 juin) aux Archives départementales de la Gironde sur le thème de la traite négrière au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'ouvrage d'Eric Saugera paru en 1995, *Bordeaux, port négrier* ou l'exposition « Regards sur les Antilles » réalisée par le musée d'Aquitaine (municipalité de Bordeaux) à partir de la collection Châtillon<sup>1</sup> en 1999. Toutefois, contrairement à la métropole nantaise, aucune manifestation d'envergure sur le rôle tenu au XVIII<sup>e</sup> siècle par les Bordelais dans la traite et le système colonial esclavagiste n'avait été entreprise.

Avec la création en 2005 d'un comité de réflexion et de propositions sur la traite des Noirs à Bordeaux<sup>2</sup> et la parution en 2007 du *Guide national des sources de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions*, à l'initiative et sous la direction des Archives de France, les conditions étaient réunies pour dresser un état des lieux sur question bordelaise. La visite en 2008 du Musée international de l'Esclavage de Liverpool décida Alain Juppé, ancien Premier ministre et Maire de Bordeaux, à lancer « une politique de la juste mémoire »<sup>3</sup> : « [...] refuser toute amnésie en inscrivant dans la mémoire globale de Bordeaux sa relation avec la traite négrière et l'esclavage, avec ses zones d'ombre et de lumière [...] »<sup>4</sup>. La décision présidentielle de choisir Bordeaux pour la première journée commémorative de l'adoption le 10 mai 2001 de la loi n°2001-434, dite « loi Taubira », reconnaissant la traite et l'esclavage comme crimes contre l'humanité, fut un tournant décisif.

### 2008-2009, ENTRE « JUSTE MÉMOIRE » ET « DEVOIR D'HISTOIRE »

Dès 2008, la municipalité de Bordeaux, à travers le Musée d'Aquitaine et les Archives municipales, mais aussi le Centre Régional de Documentation Pédagogique d'Aquitaine sous la direction de Michel Chaumet et le Conseil général, à travers les Archives départementales de la Gironde sous la direction de son directeur Louis Bergès, engagent simultanément un mouvement de publication de documents historiques relatifs à la traite, à l'esclavage et aux abolitions sous l'angle d'approche bordelais.

---

<sup>1</sup> Voir annexe I.

<sup>2</sup> Installé par le maire de Bordeaux, Hugues Martin, et présidé par l'écrivain Denis Tillinac en 2006.

<sup>3</sup> Pour reprendre l'expression du philosophe Paul Ricoeur.

<sup>4</sup> A. Juppé, Préface du catalogue de l'exposition, *Bordeaux au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le commerce atlantique et l'esclavage*, Le Festin/ Musée d'Aquitaine, juin 2010, p. 9.

# Bordeaux et l'esclavage : un nouveau départ

---

Tout d'abord, le Musée d'Aquitaine : cinq espaces permanents sont désormais accessibles au grand public accompagnés d'un riche catalogue d'exposition. Les commissaires d'exposition, François Hubert et Christian Block, ont accompli un travail remarquable avec l'aide de Jacques de Cauna, Silvia Marzagalli, Dominique Rogers et Rafaëlle Lucas. La scénographie mêle astucieusement « commerce en droiture » symbolisé par un axe central sur lequel naviguent des maquettes de vaisseaux entre un espace européen et américain, et « commerce triangulaire » opérant un détour par un espace africain. L'espace américain, fortement marqué par Saint Domingue, « l'eldorado des Aquitains »<sup>5</sup>, dispose d'une maquette de plantation très réussie. Après une galerie de gravures et portraits, un espace dédié aux abolitions avec un mur de la mémoire achève le parcours. En maintenant en 2009 et 2010, « Bordeaux, le commerce atlantique et l'esclavage » comme thématique du *colloque des enfants* réalisé par les élèves et les enseignants du Primaire, ainsi que la création d'un *colloque des jeunes*<sup>6</sup>, à destination du Secondaire, sur le même thème, le musée d'Aquitaine a fait le choix de ne pas se satisfaire d'un espace figé. Véritables succès, ces colloques ont réuni des élèves de tout le département, du cycle III de Primaire au lycée, sous le regard bienveillant, mais rigoureux, des conseillers scientifiques de l'exposition, notamment Jacques de Cauna. Un exposé d'une vingtaine de minutes mêlant analyse de documents d'archives, objets d'exposition, productions d'écrits et diaporamas permettait à chaque classe de traiter un aspect du sujet. Un an de travail immergeant les élèves au plus près des sources.

Deux publications viennent ensuite compléter cette dynamique girondine :

- « *Comprendre la traite négrière atlantique* », paru en avril 2009 aux éditions du Scérén, est un travail entrepris à la demande de Michel Chaumet, directeur du Centre de Documentation Pédagogique d'Aquitaine, sous l'égide de Jean-Paul Grasset, IA-IPR d'Histoire-géographie. Cet ouvrage avait pour objectif principal de fournir aux enseignants des outils pour comprendre la traite atlantique et des sources de première main pour préparer leurs cours. En effet, conformément à l'article 2 de la « loi Taubira », les nouveaux programmes scolaires consacraient désormais à la traite et à l'esclavage « la place conséquente qu'ils méritent ». Sylvia Marzagalli<sup>7</sup> en assura la partie scientifique, cependant qu'un petit groupe d'enseignants du Secondaire, dont j'étais, fut chargé de rassembler les documents susceptibles d'être utilisés en cours. En tout, 160 documents (cartes, textes, gravures...), provenant le plus souvent des Archives départementales de la Gironde et du Musée d'Aquitaine (fonds Châtillon) furent commentés et rendus disponibles sur le CD-Rom de l'ouvrage.
- « *Terres d'esclaves* », paru également en avril 2009 chez Elytis, sous la direction de Louis Bergès, directeur des Archives départementales de la Gironde, marque l'intérêt de Philippe Madrelle, président du Conseil Général de la Gironde, pour cette question.

---

<sup>5</sup> Pour reprendre le titre de l'ouvrage de J. de Cauna, *L'Eldorado des Aquitains, Gascons, basques et béarnais aux îles d'Amérique*, 1998.

<sup>6</sup> Sous l'égide d'Isabelle Brouste, Délégation Académique à l'Action Culturelle, rectorat de Bordeaux.

<sup>7</sup> Professeur d'histoire moderne de l'université de Nice-Sophia Antipolis, ayant enseigné à Bordeaux III.

# Bordeaux et l'esclavage : un nouveau départ

---

Soixante documents des archives départementales y sont présentés et transcrits : depuis 1672, date de la première expédition bordelaise de traite reconnue, jusqu'à 1852, date d'une affaire judiciaire relative à une expédition clandestine. Ce travail, destiné à un large public, montre la richesse des fonds disponibles<sup>8</sup>.

## UNE FORTE DEMANDE SCOLAIRE

Assurément, la question de la traite, de l'esclavage et des abolitions connaît aussi un regain d'intérêt auprès des enseignants. Les nouveaux programmes d'histoire de cinquième et bientôt de quatrième, couplés aux manifestations bordelaises récentes, ont eu un impact certain sur leur questionnement pédagogique. Que ce soit à travers les demandes d'ateliers ou d'accompagnement des classes aux colloques du musée d'Aquitaine, cette thématique est devenue centrale pour le service éducatif des Archives départementales de la Gironde (AD33). En 2009, la moitié des ateliers du secondaire portait sur cette thématique. En 2010, les deux-tiers des activités lui sont consacrées.

Afin de satisfaire cette demande croissante, nous avons ouvert le champ d'investigation de nos ateliers qui se cantonnaient jusqu'alors classiquement au commerce dit « triangulaire », à l'étude d'une plantation à Saint-Domingue et aux abolitions (Cf. en annexe la liste des ateliers et des documents proposés aux enseignants pour le Colloque des jeunes du Musée d'Aquitaine en 2009 et 2010). La richesse des fonds départementaux permet souvent d'accomplir l'inespéré, telle cette lettre datée du 4 novembre 1790 du roi négrier d'Ardres (côte des esclaves, Golfe de Guinée) aux négociants bordelais (cote : AD033/ C 4369) ou encore celle de la Chambre de commerce de La Rochelle (cote : AD033/C 4359) touchant les moyens de protéger la traite [à Ardres] contre les entreprises du roi de Dahomey, datée 4 avril 1788, que nous avons réunies dans le dossier intitulé « *La traite : de la capture à l'embarquement* ».

Les ateliers les plus demandés sont :

- « Une modalité du *commerce triangulaire* : le navire négrier » : c'est-à-dire l'étude de documents relatifs à l'armement du navire, aux primes royales, à la mise hors, à l'équipage, au plan des navires négriers, aux « marchandises » transportées et aux durées de rotation ;
- « Révoltes et résistances à la traite et à l'esclavage » : présentation de différents modes de résistance depuis la révolte en mer ou le *marronage* jusqu'à l'insurrection armée ;
- et « Quatre destins d'enfants au temps de l'esclavage » : d'après le testament d'un planteur de Saint-Domingue au XVIII<sup>e</sup> siècle et son codicille, la situation et le devenir des enfants de son entourage.

---

<sup>8</sup> Voir annexe II.

# Bordeaux et l'esclavage : un nouveau départ

---

La plupart du temps, les ateliers sont modifiés, allégés ou complétés par d'autres documents mis à disposition des enseignants avec qui nous élaborons la trame des activités pédagogiques. Suite à une demande provenant de l'enseignement spécialisé (classes SEGPA), nous préparons pour le mois de mars 2011, deux journées consacrées à la construction d'ateliers ciblés « enseignement adapté » pour chaque niveau du collège, dont deux porteront sur l'esclavage : un en histoire et l'autre en éducation civique. Ces ateliers seront, entre autres, prochainement mis en ligne sur GAEL, le nouveau moteur de recherche des AD33.

Ce qui marque le plus les élèves lors de leur venue, c'est probablement les implications concrètes pour ces hommes, ces femmes et ces enfants du XVIII<sup>e</sup> siècle. Au-delà des actes notariés, des lettres de négociants, tableaux de vente d'esclaves et autres inventaires, ce sont les tableaux et gravures du fonds Châtillon<sup>9</sup> ou encore celles de tel ou tel recueil abolitionniste présentant les différentes chaînes et autres barres de justice, ou encore l'entassement de la « cargaison » du Brookes de Liverpool<sup>10</sup> qui marquent les esprits. Ne disposant que du versant juridique et marchand du système esclavagiste vu de Bordeaux et de Saint-Domingue, il est primordial pour nos services de donner vie à ce passé pour toucher les élèves. Le plus difficile est d'évoquer la vie quotidienne des esclaves, car plus que dans les départements d'Outre-Mer<sup>11</sup>, nous avons bien des difficultés à rassembler des traces matérielles.

---

Après avoir été trop longtemps escamotée, cette composante de l'histoire locale s'est imposée avec force durant les deux dernières années. Désormais, les mots ne se cachent plus. Plus question de se contenter de « commerce colonial » ou de « Bordeaux, riche port de commerce au XVIII<sup>e</sup> siècle » : il est question « d'esclavage », de « traite négrière » ou de « terres d'esclaves ». Emporté par cet élan mémoriel, il n'est pas toujours simple de faire la part de choses. Il nous faut éviter l'anachronisme culpabilisateur, mais aussi refuser toute amnésie ; il nous faut composer avec l'impératif du « devoir de mémoire » tout en maintenant notre « devoir d'histoire ». Souvent émus, toujours indignés, voire révoltés, ce sont nos élèves qui nous rappellent le mieux à notre « devoir d'humanité ».

Jérôme Lauseig,  
Professeur d'histoire – géographie  
Service éducatif du Secondaire  
Archives départementales de la Gironde

---

<sup>9</sup> Notamment, le *Portrait présumé de la comtesse de Fontenelle et de son négrillon*, vers 1730-1740, de Pierre Subleyras, exposé au Musée d'Aquitaine. Une femme de la haute société y caresse un petit domestique noir richement habillé mais portant un collier d'esclave avec une chaîne, alors que le singe à l'arrière plan n'est pas attaché !

<sup>10</sup> Cotes AD033/ BIB – BR 3977 et BIB- BR 3979.

<sup>11</sup> Nous pouvons évoquer, par exemple, l'écomusée de l'Anse Figuier en Martinique où les objets de la traversée et du quotidien des esclaves sont présentés.

# Bordeaux et l'esclavage : un nouveau départ

---

## ANNEXE I

### LA COLLECTION CHATILLON

Marcel Châtillon (1925-2003), médecin et collectionneur résidant en Guadeloupe, a constitué au cours de sa vie une collection de manuscrits, de tableaux et d'ouvrages relatifs aux Antilles. Particulièrement attaché à Bordeaux, il a décidé d'y transférer ses collections de tableaux et de gravures au musée d'Aquitaine ainsi que ses manuscrits aux Archives départementales (6 mètres linéaires, référence : FR AD033 / 61 J. Le don s'est effectué en deux temps : une première partie en 1999 et une seconde, à sa mort, en 2003.

C'est en grande partie sur les fonds de cette collection que reposent les dernières parutions bordelaises et la réalisation des nouvelles salles du musée d'Aquitaine. De nombreux documents iconographiques de la collection Châtillon sont visibles sur le site du Comité pour la mémoire de l'esclavage : [www.comite-memoire-esclavage.fr](http://www.comite-memoire-esclavage.fr) et sont disponibles sur le CD-ROM de *Comprendre la traite négrière atlantique*, dirigé par S. Marzagalli, édité par le Scérén, CRDP d'Aquitaine, 1999, 269 p.

#### Ouvrages de référence :

- *Regards sur les Antilles. Collection Marcel Châtillon*, Catalogue d'exposition du Musée d'Aquitaine, Bordeaux, septembre 1999- janvier 2000, Bordeaux, 1999, 247 p.
- Bergès (Louis), *61 J – Collection Châtillon (XVI<sup>e</sup> siècle – 2002)*. Répertoire numérique détaillé, Bordeaux, Archives de la Gironde, 2005, 163 p.

# Bordeaux et l'esclavage : un nouveau départ

## ANNEXE II

### SOURCES RELATIVES À LA TRAITE, À L'ESCLAVAGE ET À LEURS ABOLITIONS CONSERVÉES AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA GIRONDE

Références : **FR AD033 / .....**

#### Pouvoirs locaux

Parlement de Bordeaux (de 1461 à la Révolution) : **1 B**

Amirauté de Guyenne (de 1490 à 1790) : **6 B**

Juridiction consulaire de Bordeaux<sup>12</sup> (de 1563 à 1792) : **7 B**

Intendance de Guyenne (XV<sup>e</sup> siècle – 1790)<sup>13</sup> : **C**

Département de la Gironde (1790 - ....) : **3 L** pour le conseil général

**4 L** pour le district de Bordeaux

**11 L** pour les municipalités cantonales

Préfecture de Gironde (an XI – 1885) : **1 M ; 4 M et 8 M**

Tribunal de première instance de Bordeaux<sup>14</sup> (1800 -1958) : **3 U**

Garde-Note (XV<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècles) et notaires<sup>15</sup> : **3 E**

Inscription maritime à Bordeaux (1748 – 1925) : **4 S**

#### Acteurs privés

Chambre de commerce de Bordeaux (1705 – 1790) : **C (4250 à 4439)**, 22 m. linéaires

Fonds des négociants de Bordeaux (1654 -1851) : **7 B (1001 à 3154)**, 255 m. linéaires

**U supplément** (fonds Le Tellier)

Collection châillon (XVI<sup>e</sup> siècle – 2002) : **61 J**, 6 m. linéaires

Pièces isolées : **3 J**

Pour des références sur des documents précis s'adresser à la salle des inventaires des AD33 cours Balguerrie – Stuttenberg à Bordeaux ou consulter le *guide des Sources de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions*, La documentation française, mars 2007, 625 p.

<sup>12</sup> Tribunal des Marchands.

<sup>13</sup> Dont 26 intendants depuis 1618.

<sup>14</sup> Tribunal civil de Bordeaux créé en 1791 en remplacement de l'ancienne juridiction bordelaise des Jurats.

<sup>15</sup> À Bordeaux même : Michel Barberet, Cazenove, Faugas fils, Maillères père, J. B. Mathieu et Rauzan.

# Bordeaux et l'esclavage : un nouveau départ

## ANNEXE III

### ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA GIRONDE SERVICE ÉDUCATIF DU SECONDAIRE

#### COLLOQUES DES JEUNES 2009 ET 2010

#### « BORDEAUX : LE COMMERCE ATLANTIQUE ET L'ESCLAVAGE »

Liste des ateliers existants

##### Atelier 1

« **La traite : de la capture à l'embarquement** » : Étude de cas à partir du royaume africain d'Ardres (Golfe de Guinée), seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Atelier réalisé en 2009.

##### Atelier 2

« **Le commerce triangulaire et la traite** » : Étude du commerce triangulaire à partir des registres de navires, des cartes.

« **Une modalité du « commerce triangulaire » : le navire négrier** » : Étude de documents relatifs à l'armement du navire, aux primes royales, à la mise hors, à l'équipage, au plan des navires négriers, aux « marchandises » transportées et à la durée de rotation. Atelier réalisé en 2009.

##### Atelier 3

« **Des esclaves à Saint-Domingue au XVIII<sup>e</sup> siècle** » : d'après le testament d'un planteur de Saint-Domingue au XVIII<sup>e</sup> siècle, étude de l'esclavage à Saint-Domingue.

« **Quatre destins d'enfants au temps de l'esclavage** » : d'après le testament d'un planteur de Saint-Domingue au XVIII<sup>e</sup> siècle et son codicille, la situation et le devenir des enfants de son entourage. Atelier modifié en 2010.

##### Atelier 4

« **Révoltes et résistances à la traite et à l'esclavage** » : Présentation de différents modes de résistance depuis la révolte en mer ou le *marronage* jusqu'à l'insurrection armée. Atelier réalisé en 2009 et adapté aux seules Antilles en 2010.

##### Atelier 5

« **L'esclavage : de la traite à l'abolition (XVII<sup>e</sup> siècle - 1848)** » : Atelier proposant d'étudier l'évolution de la pratique du commerce triangulaire et des conceptions à propos de l'esclavage.

Animés, dans le cadre d'une visite des Archives départementales  
Par D. Mathis (Lycée) et /ou J. Lauseig (Collège).

Liste des documents disponibles pour un dossier ou atelier personnalisé :

- **7B5 fol.101-102** : Mémoire des négociants de Bordeaux sur le privilège du Roi pour faire la traite des « nègres » sur la côte de Guinée, juin 1705 ;
- **C4383 pièces 26 & 30** : Extrait des registres du Conseil d'Etat aux négociants du port de Bordeaux, 21 mars 1768 et Arrêt du conseil d'Etat du Roi, 5 juin 1785 relatif aux gratifications accordées pour la traite des nègres ;

# Bordeaux et l'esclavage : un nouveau départ

---

- **C 4383 pièce 31** : État général des navires négriers armés dans divers ports de France, pour la côte d'Afrique en 1785, dressé à Nantes ;
- **7B 3041** : Prospectus d'un armement à faire au Havre, sans date (1782-1783) ;
- Article « Ardres », Grand dictionnaire géographique et critique d'Antoine-Augustin de la Martinière, 1768, t.1, p.385-386 ;
- **C 4359** : Lettre de la Chambre de commerce de La Rochelle touchant les moyens de protéger la traite contre les entreprises du roi de Dahomey, 4 avril 1788 ;
- **C 4369** : Lettre du roi d'Ardres (côte des esclaves) aux négociants bordelais, 4 novembre 1790 ;
- **6B 1334** : Révolte d'esclaves au large de la côte de Guinée sur le Duc de Bretagne sur la route des Antilles, juin 1745 ;
- **3E 20574** : Acte de dénonciation daté du 11 juillet 1770 du contrat d'assurance du navire négrier, le Saint-Nicolas, par la venue du capitaine de Bel Oman à la suite de la révolte des Noirs et de l'abandon du navire au Sénégal ;
- **3E 24107** : Tableau de vente de la cargaison du Patriote, 28 décembre 1791 ;
- **8J 422 n°20 à 25** : Bons de retrait du dépôt des Noirs de Bordeaux, 1784 (5 documents) ;
- **6B 1334** : Testament passé en mer par Joseph Candie (planteur, St Domingue) en faveur de 3 enfants « mulâtres », 31 mai 1774 et son codicille, 21 juin 1774 ;
- **4J 1227** : Registre du Conseil supérieur du Cap (St Domingue), jugement d'une bande d'esclaves marrons, 2 octobre 1777 ;
- Médaillon et sceau antiesclavagistes (Société des Amis des Noirs), 1787-1788 ;
- **Ancien moniteur 1794 n°2262** : Décret de la première abolition de l'esclavage dans les colonies françaises, 4 février 1794 ;
- **Br 3977** : Recueil de témoignages pour l'abolition de la traite, 1814, 32 pages : il comprend les plans de coupe du navire négrier « Le Brookes » de Liverpool ;
- **Br 3979** : Recueil abolitionniste de la Société de la morale chrétienne, 1824 : il comprend des illustrations, notamment des fers et une liste des vaisseaux abordés par le *Maidstone*, mai-juillet 1824 ;
- **1M 359** : État des navires dont le départ est suspendu à Bordeaux, suite au décret d'émancipation des esclaves, mars 1848 ;
- **1M 374** : Demande d'enquête pour interrompre le montage d'une expédition de traite pour Cuba, 14 juillet 1855 ;

Pour plus de précisions, contacter le Service éducatif des Archives départementales :  
72-78 cours Balguerie-Stuttenberg, 33 300 Bordeaux,  
au 05 56 99 66 00 (standard) ou [archives.gironde-service.educatif@cg33.fr](mailto:archives.gironde-service.educatif@cg33.fr)